

CONTACTS

Stéphane FAURE	05 62 61 50 88	Myrielle BERASTEGUI	05 62 28 96 93
Bernard KSAZ	05 62 61 50 26	Patricia JEANNY	05 62 61 50 42
Pascal CANO	05 62 61 50 28	Michel BRONNER	05 62 61 50 48
Chantal BEYT	05 62 66 82 63	Didier KAHN	05 62 69 18 09
Michèle MAYRAN	Michele.mayran@dgfip.finances.gouv.fr	Martine ARTIGAUT	05 62 61 76 35
Sylvie HORGUE	05 62 61 50 52	Pierre LAINE	05 62 66 82 50
Maryse PILLET	05 62 61 51 48	Marie-Jo MATIGNON	05 62 61 50 65

Et retrouvez-nous sur notre Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/32/>

Les bonnes blagues à Manu

Faut que j'arrête de dire des trucs pareils ! J'ai pas l'habitude et ça me provoque des gerçures !

La France a besoin d'un Etat, de services publics présents et efficaces. Elle a besoin de tous ses fonctionnaires, de tous ses agents publics !



Chaten
Dec 2016



La Rapière

Journal d'information de la section
CGT Finances Publiques du Gers - n° 32
Décembre 2016

Une si longue attente...

Cher lecteur de La Rapière, après un intermède de plusieurs mois où La rapière est rentrée dans son fourreau pour le plus grand bonheur et la tranquillité des chefs de service ou directeurs de tout poil, celle-ci reprend du service.

Nous n'éluderons pas les difficultés qui ont réduit au silence notre organe de presse durant cette période. En effet, la section CGT Finances Publiques du Gers n'échappe pas aux difficultés que rencontre le monde syndical aujourd'hui, crise des vocations, usure des militants chevronnés, départs en retraite non remplacés, sentiment d'impuissance face au rouleau compresseur des réformes libérales qui déstructurent notre quotidien tant personnel que professionnel. Mais force est de constater que durant cette absence, personne n'a comblé ce vide, et ce, au grand détriment des personnels et de leurs intérêts.

Nous espérons donc cette ère révolue et ce numéro de La Rapière doit être un nouveau départ. Nous redonnerons une voix à nos collègues, à leurs aspirations. Nous dénoncerons les inepties et les passages en force de nos managers zélés. Nous éclairerons les desseins de l'administration, tant au plan local que national, pour vous mettre en perspective ses décisions et les répercussions de celles-ci sur notre environnement professionnel, pour vous donner une visibilité de l'impact politique sur notre société.

Parce que la DGFIP n'est pas une administration comme une autre, même si pour certains elle a perdu son caractère régalien, tout ce qui touche notre organisation, nos missions, n'est pas neutre pour nos concitoyens, pour notre pays.

Nos anciens lecteurs retrouveront donc l'humour de La Rapière, les nouveaux la découvriront, avec, nous l'espérons le même plaisir pour tout le monde. Les chefs de service qui la connaissaient, pourront la retrouver avec avidité pour découvrir lequel de leur alter ego a eu l'honneur de ses pages. Quant aux autres, ils pourront constater que l'arme n'est pas rouillée et encore moins émoussée, que sa pointe est plutôt aiguë et que son fil est tranchant.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Fraternellement la Rédaction de La Rapière,

CHSCT : Un questionnaire qui fait parler

Le CHS-CT s'assure de la protection de la santé des agents, de leur sécurité et de leurs conditions de travail. Composé de représentants de l'administration et du personnel ainsi que du médecin de prévention, de l'assistant de prévention et de différents intervenants, il se réunit à minima trois fois par an.

Les relevés de décisions sont consultables sur Ulysse 32 (missions/Pilotage et ressources/ conditions de vie au travail/CHS-CT).

Le 22 juillet dernier, un CHS-CT extraordinaire s'est réuni, à la demande expresse des syndicats, après le suicide, à son domicile, de notre collègue Jean-François LISLE qui travaillait à l'Inspection Contrôle et Expertise.

Ce CHS-CT a décidé, à l'unanimité, la création d'une délégation d'enquête, la seconde en 4 ans, chargée d'analyser les conditions de travail du PDCE mais aussi de la DDFIP 32. Cette structure déterminera si des causes professionnelles sont intervenues dans le suicide de notre collègue et proposera des mesures de prévention.

Des questionnaires sont en cours de distribution à l'ensemble des agents du département.

Il est capital que les agents complètent et renvoient massivement ce questionnaire car :

- les conditions de travail se dégradent,
- les restructurations se multiplient,
- le stress mine les agents,
- ils explosent leur compteur horaire, sont écrêtés et gonflent leur CET,
- les échanges avec le public se tendent.

Les agents de la DDFIP du GERS, en participant à cette enquête, signifient à leurs responsables départementaux, et plus généralement à la DGFIP, qu'ils n'en peuvent plus de la dégradation de leurs conditions de travail.



BREVES EMPLOIS

Le CTR emplois s'est tenu le 28 novembre 2016 .

Pour mémoire, entre 2009 et 2016 la DGFIP a subi **18 151** suppressions de postes.

Pour 2017, le DGFIP , Bruno Parent, s'est félicité que la saignée ne soit que de 1630 emplois.

Au plan local cela se traduit par la perte de 4 postes C, 4 postes B et le redéploiements de 6 postes A en région .



RESTRUCTURATION DU RESEAU : On ne nous dit pas tout ! (surtout si on ne demande pas)

dialogue social à la DGFIP : un vrai CIRQUE



Le Directeur départemental a réuni le 24 novembre les organisations syndicales pour les informer de son projet de restructuration du réseau qu'il a préparé pour le 1^{er} janvier 2018, Avec cette démarche, il montre clairement que les OS sont la dernière roue du carrosse, compte tenu de l'état des services, il s'agirait davantage d'une charrette que d'un carrosse. En effet, les comptables détiennent l'information depuis le 26 octobre et l'ensemble des chefs de services, une version édulcorée, depuis le 7 novembre.

Dans cette démarche, comme dans la loi Travail, c'est l'inversion des normes.

Un monologue « social »

Le Directeur départemental nous a demandé de ne pas dévoiler son plan formellement car, selon lui, il ne s'agirait que d'un **projet** ! Le DDFIP nous a tout de même spécifié qu'il devait le remonter, au plus tard mi-décembre, à la délégation régionale pour une validation fin mai 2017 par le Directeur Général (et non plus le secrétaire d'État au Budget).

Un projet certes, mais définitif- La CGT déplore cet état de fait et ce mode de fonctionnement. Sans entrer dans la co-gestion, nous avons des alternatives qui méritaient une toute autre attention, mais sans doute plus de travail aussi, car plus ambitieuses en terme d'aménagement du territoire. On ne peut pousser des cris d'orfraie quant à la montée du Front National dans le fin fond de la ruralité et désert, dans le même temps, tout un pan du territoire, notamment le plus déshérité. Tout un chacun sait bien que la désertion des services publics en milieu rural participe du sentiment de relégations des populations qui la subissent et à l'émergence du Front National sur ces territoires.

Au final un bilan calamiteux :

**1 Commune gersoise sur 2 concernée
13 Trésoreries impactées sur les 19 gersoises
8 Trésoreries rayées de la carte
+ DE 50% DES AGENTS RESEAU TOUCHES**

Cela signifiera :

- 2/3 des agents seront transférés dans un autre poste, voire dans une autre RAN !!!!
- 7 agents se retrouveront sans poste !